



Déclaration intersyndicale au CSA MEN du 9 février 2023

En ouverture de cette réunion d'installation du comité social d'administration du ministère de l'éducation nationale, les organisations syndicales représentatives CGT Educ'Action, FNEC-FP/FO, FSU, SGEN-CFDT, SNALC, SUD Education, UNSA Education tiennent à réaffirmer ensemble qu'elles continuent d'exiger du gouvernement qu'il renonce à son projet de report de l'âge légal d'ouverture des droits à la retraite de 62 à 64 ans et à l'accélération de l'augmentation des durées de cotisation.

La population soutient les revendications des organisations syndicales qui s'opposent au recul de l'âge légal de départ à 64 ans et à l'allongement de la durée de cotisations. 9 travailleurs sur 10 rejettent la réforme, 2/3 de la population soutiennent les mobilisations. Rien ne justifie une réforme aussi injuste et brutale.

Depuis le 19 janvier, des millions de travailleurs et travailleuses, du public comme du privé, jeunes et retraité-es, de plus en plus exaspéré-es de ne pas être entendu-es par le Gouvernement, se sont mobilisé-es, par la grève et/ou ont manifesté sur l'ensemble du territoire.

Dans notre secteur, la grève a été majoritaire les 19, 31 janvier et le 7 février, l'éducation était présente en nombre dans les cortèges. Les personnels de l'éducation, comme l'ensemble du monde du travail, rejettent le projet de réforme des retraites du gouvernement et posent aussi des questions de fond sur la reconnaissance, le sens et le contenu du travail, ils dénoncent aussi dans ce mouvement la dégradation des conditions de travail et de rémunération

La jeunesse s'est aussi mobilisée pour refuser la précarité grandissante que promet le gouvernement.

Personne ne s'est donc laissé tromper par la propagande du gouvernement.

Nous n'acceptons pas non plus les propos tenus par la Première ministre, indiquant que, selon elle, « l'âge de départ à 64 ans n'est plus négociable ». Le recul de l'âge de départ n'a jamais été négociable ! Les propositions alternatives que nos organisations ont formulées sont toutes restées lettre morte !

Nos organisations dénoncent également le mail que Monsieur le ministre de la Fonction publique a adressé aux agent-es, instrumentalisant ainsi son rôle d'employeur, présentant une liste d'arguments en faveur de la réforme des retraites.

L'intersyndicale appelle toute la population à manifester encore plus massivement le samedi 11 février sur l'ensemble du territoire pour dire non à cette réforme.

Monsieur le Ministre, vous devez prendre la mesure de la force du rejet du projet de réforme des retraites porté par le gouvernement et de la détermination des agent-es de l'éducation nationale et plus largement de la population.

Le gouvernement doit entendre le rejet massif de ce projet et le retirer, sans attendre la fin du processus parlementaire.